

Pendant l'été, et après le forum mondial des droits de l'homme, « la chasse aux Roms » est ouverte [attention, valable sur certaines communes uniquement]

Depuis le début de l'été, nous constatons quotidiennement sur les terrains occupés par les familles roms roumaines de l'agglomération nantaise, une nouvelle dégradation de l'action de certaines collectivités locales, particulièrement Nantes, Saint-Herblain, Vertou et Bouguenais.

Dans ces communes, les élus décisionnaires usent maintenant de procédés policiers et juridiques totalement inadaptés et indignes à l'encontre de ces personnes en très grande précarité, dépourvues de la culture juridique française (et donc facilement intimidables par le ballet incessant des policiers et des huissiers), constamment menacées d'être criminalisées pour le simple fait d'exister (stationnement sans droit sur un terrain, prise d'eau potable ou d'électricité), par des amendes exorbitantes, la confiscation des quelques véhicules présents, la destruction des caravanes, des obligations de quitter le territoire français.

Il y a sur ces terrains une majorité d'enfants, scolarisés dans les mêmes écoles que nos enfants, apprenant le même français que nos enfants. Il y a aussi des personnes âgées à la santé fragile. On y apprend qu'avoir un enfant prématuré en service de néonatalogie n'est pas une bonne excuse pour ne pas être expulsés au loin.

Nous observons, en ce début d'été, le passage insidieux et discret de procédures civiles habituelles (expulsions des terrains, éventuellement par contrainte policière, après jugement) à des procédures pénales, voire extra-judiciaires, liées à l'existence même des habitants (habiter, boire, se laver, s'éclairer, circuler), entraînant leur expulsion à brève échéance du territoire français et la dislocation des projets d'insertion de ces familles installées depuis plusieurs années à Nantes.

Que pensent les autres élus de cette dérive menée en plein été ? Que tout va bien, car l'année scolaire est terminée ? Que le ministre Besson a justement besoin de remplir ses objectifs de renvois au pays, car la fin de l'année approche ? Que le co-développement, c'est exactement s'aligner sur les partis politiques roumains extrémistes, les plus hostiles aux Roms et à la politique d'inclusion de l'Union européenne ?

Le collectif Romeurope de l'agglomération nantaise demande

- **la suspension immédiate des expulsions** et le retour à des pratiques juridiques sûres et partagées, il ne peut y avoir aucune politique de développement local fondée sur le déni d'existence des habitants et pendant les expulsions d'habitants.

- **la tenue, en septembre, d'une table-ronde pour une politique d'insertion des habitants roms de notre agglomération**, avec Nantes Métropole, la préfecture, les mairies, les Conseils général et régional, les associations et les habitants roms eux-mêmes, qui ne peuvent être infantilisés à vie et tenus indéfiniment à l'écart de leur propre développement et insertion.

Nous vous invitons à une conférence de presse, le vendredi 16 juillet à 11 heures, au café le Flesselles.

[3, allée Flesselles, à Nantes].

Les documents produits et diffusés par le collectif Romeurope sont disponibles ici :

<http://www.romeurope.org/Loire-Atlantique,129.html>

Nous pouvons également vous accompagner sur les terrains.

Merci de votre présence.

Le collectif RomEurope de l'agglomération nantaise